

Intervention du Pr Moatti PDG de l' IRD et membre du groupe d'experts en charge du GSDR lors de la session HLPF du 11 Juillet où le rapport a été présenté par les deux co-présidents du Groupe d'Experts Indépendants (IGS) en charge du GSDR (rapport d'évaluation quadriennal 2015/19 des ODD.

« Je suis le président de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) dont la mission est la coopération de la recherche française avec les communautés académiques des pays du Sud et aussi membre du groupe d'experts indépendants en charge du GSDR. Les recherches que nous menons avec nos collègues de la zone intertropicale convergent avec le message d'alarme que lance le GSDR.

Non seulement nous ne sommes pas dans le bon rythme pour atteindre la plupart des 169 cibles des ODD mais pour des enjeux essentiels comme la réduction des inégalités, la perte massive de biodiversité, la hausse des émissions de gaz à effet de serre qui alimentent le changement climatique ou l'aggravation de l'empreinte écologique des modes de production et de consommation des économies avancées nous constatons des tendances régressives qui menacent de faire échouer tout l'agenda 2030. En même temps, nous convergions aussi avec l'autre message, positif celui-là, du GSDR : avec les connaissances et les technologies dont nous disposons déjà nous avons tous les moyens de conduire des transformations adaptées à chaque pays, région et territoire vers le développement durable et de réussir l'agenda dans sa totalité.

L'IRD, et plus largement la recherche française et internationale, s'efforcent d'élaborer des mesures du développement alternatives au seul PNB comme le recommandent le GSDR. Cela faciliterait l'alignement d'une part croissante des investissements publics mais aussi privé et du secteur financier sur les inciterait à se détourner des secteurs, comme celui des énergies fossiles ou de l'industrie alimentaire ultra transformée, qui retardent la transition vers le développement durable La proposition originale du GSDR de créer un label standardisé identifiant les investissements favorables au développement durable va dans ce sens (SDI label) va dans ce sens.

Enfin, de par son mandat, l'IRD est attachée à réduire le fossé qui caractérise la répartition mondiale actuelle de la R & D. Le fait que l'Afrique en dépit de ses très nombreux talents ne contribue qu'à 2% de la production scientifique mondiale n'est pas seulement une limitation grave pour la science universelle (comment par exemple comprendre la machine climatique planétaire sans données précises sur la mousson africaine ?) mais ce déficit prive ces pays d'une expertise et d'une capacité d'innovation indispensable pour les ODD. L'aide publique au développement et les partenariats public/.privé dans leur ensemble

ne doivent plus se focaliser seulement sur l'éducation primaire et secondaire mais accorder aussi une priorité au renforcement des infrastructures scientifiques et des capacités humaines de recherche notamment pour l'Afrique, ses universités et ses centres d'excellence. La France et en particulier ses institutions de recherche sont déterminées à promouvoir une coopération technologique et scientifique au service de ce renforcement des capacités dans les pays en développement ».

Quelques commentaires sur la session.

Le représentant de l'Union Européenne et la totalité des pays européens qui se sont exprimés (Allemagne, France, Norvège, Suède, Suisse) ont exprimé leur satisfaction quant au contenu du GSDR et surtout insisté pour qu'il serve explicitement de référence au sommet sur les ODD de Septembre et inspire directement la déclaration qui sera adoptée et qui tracera les perspectives de mise en œuvre pour les quatre prochaines années. Les pays de la zone latino-américaine et caraïbe (Bahamas, Guatemala, Jamaïque, République Dominicaine) et africaine (Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Rwanda) se sont exprimés dans le même sens. La Corée du Sud a soutenu le rapport tout en soulignant qu'à son avis, une trop grande insistance était donnée aux questions environnementales par rapport aux dimensions sociales. Il faudra attendre les réactions explicites de la Chine et de l'Inde.

On peut seulement regretter que l'Afrique francophone ne se soit pas exprimée ce qui pourrait suggérer d'envisager des initiatives mobilisatrices d'ici ou en Septembre en particulier avec l'Organisation Internationale de la Francophonie..

De façon non surprenante, seule une ONG représentant les droits des femmes a critiqué le caractère « trop favorable à l'économie de marché » et « aveugle aux enjeux des droits des femmes » a exprimé un point de vue assez critique qui relève d'a priori idéologiques plus que d'une lecture attentive du projet de rapport. Même si des recommandations légitimes et importantes ont été soulevées concernant le renforcement de la place des femmes dans les formations et dans la recherche scientifique.

Cette session a commencé d'entériner un double changement de paradigme dont il serait important qu'il soit reflété dans la déclaration et les discussions de Septembre.

- 1- Si tout le monde s'accorde à reconnaître que ce sont des avancées récentes de la connaissance qui ont permis que la quasi-totalité des ODD puisse faire inter-gouvernemental consensus en 2015 (cf le GIEC ou l'IPBES

pour le climat et la biodiversité ou les recherches économiques pour la réduction des inégalités etc...), le soutien à la science et la recherche et leur rôle par rapport à l'innovation sont quasiment absents des ODD (en dehors de la cible 9.5 parmi d'autres). La session a permis l'amorce d'un consensus pour considérer qu'un soutien, notamment dans les PED, à l'enseignement supérieur et à la science devrait à l'avenir constituer une priorité de la mise en œuvre des ODD (jusqu'à une période récente seule l'éducation primaire et dans une moindre mesure secondaire suscitaient l'intérêt des financeurs du développement).

- 2- Les plus grandes institutions scientifiques du monde (International Council of Sciences, World Federation of Engineering Organizations etc.) se sont exprimées pour dire, comme le fait le GSDR, qu'il ne s'agit pas seulement d'accélérer le transfert des résultats des différentes disciplines scientifiques pour contribuer au développement durable mais de faire évoluer la communauté scientifique, ou au moins une partie scientifique d'entre elle vers le champ interdisciplinaire en pleine émergence de la « sustainability science » (science de la durabilité) visant à produire des solutions facilitant la transition vers le DD et à mieux comprendre les phénomènes complexes qui relèvent d'interrelations entre les différents ODD. Ceci a des conséquences directes sur les indicateurs à mesurer et devrait influencer et infléchir de façon significative la programmation européenne et française de la recherche.